



**République de Côte d'Ivoire**

**Union - Discipline – Travail**

**Porte-parolat du Gouvernement**

## **COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES**

**du mercredi 15 /02/2012**

Le mercredi 15 février 2012, un Conseil des Ministres s'est tenu de 10h à 12h30 au Palais de la Présidence de la République à Abidjan, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République, Chef d'État.

L'ordre du jour de cette réunion comportait les points suivants :

**I/- Mesures Générales / Ordonnances et Décrets**

**II/- Mesures individuelles**

**III/- Présentation de Communications**

**IV/- Divers**

### **I- Ordonnances et Décrets**

#### **1- Au titre du Ministère d'Etat, Ministère de la Justice**

Sur présentation du Ministre d'Etat, le Président de la République a signé un décret fixant les modalités d'application de la loi n°97-515 du 04 septembre 1997 **modifiant et complétant la loi n°83-787 du 02 août 1983 portant statut des commissaires-priseurs**

Le décret signé introduit des modifications et des innovations significatives, relativement aux conditions d'exercice de la profession de commissaire-priseur, à l'organisation administrative et disciplinaire de cette fonction, à l'institution de la Chambre Nationale des Commissaires-priseurs, et au regroupement des commissaires-priseurs en société civile professionnelle.

## **2 Au titre du Ministère de la Santé et de la lutte contre le sida**

Sur présentation du Ministre, le Président de la république a signé un décret **portant exemption du paiement des prestations et des actes en rapport avec l'accouchement par voie basse et la césarienne dans les établissements sanitaires publics, pour les populations démunies et les non assujettis sociaux.**

La prise de ce décret se justifie par le niveau élevé de la mortalité maternelle et l'injustice sociale que constitue le décès d'une femme au cours de la grossesse ou de l'accouchement

Le coût de cette mesure d'exemption de paiement est estimé à **17 milliards de FCFA** pour l'année 2012 et à **87 milliards de FCFA** pour les quatre (4) prochaines années.

## **II- Mesures individuelles**

### **Au titre du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques**

Le Conseil a été informé de la nomination du **Docteur Mel Soukou Emmanuel** au poste de Représentant Technique du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques auprès de l'Ambassade de Côte d'Ivoire à Brasília (Brésil).

## **III- Communications**

1- **Au titre du Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères,** le Conseil a entendu deux communications.

- **La première communication** est relative à la **déclaration le 30 juin 2012** par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), **de la clause de cessation du statut de réfugié à l'endroit des réfugiés libériens.**

Suite aux élections de 2005 et 2011, le climat sociopolitique au Libéria s'est amélioré, ce qui crée un contexte favorable au retour des réfugiés libériens dans leur pays. C'est pourquoi, le Service d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides (SAARA), en collaboration avec le HCR, envisage d'organiser au cours du premier trimestre de l'année 2012, une opération de vérification et de profilage de tous les réfugiés vivant en Côte d'Ivoire, dans le but, d'une part, de les identifier, et d'autre part, de recueillir leur

choix relativement au rapatriement volontaire, à l'intégration locale, ou au maintien (motivé) dans le statut de réfugié.

- **La seconde** communication est relative au rapport de la mission du **Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères à Bloemfontein**, en Afrique du Sud, du 07 au 09 janvier 2012, **à l'occasion de la célébration du centenaire de l'ANC**.

La présence effective de cinquante cinq (55) Chefs d'Etats, de Représentants de Chefs d'Etats et de gouvernements, de Rois, de dignitaires religieux et d'au moins quatre vingt partis politiques d'Afrique et d'ailleurs, a rehaussé l'éclat de la célébration de cet évènement. Tous les intervenants ont rendu un hommage appuyé à la lutte menée par l'ANC, qui a permis de mettre fin à l'Apartheid.

**2- Au titre du Ministère du d'Etat, Ministère du Plan et du Développement, le Conseil a entendu trois communications.**

- **La première communication** est relative à la validation du Programme National de Cohésion Sociale (PNCS)

Dans l'objectif de consolider le tissu social, fragilisé par la crise post électorale, le gouvernement ivoirien s'est engagé à mettre en œuvre des stratégies en matière de cohésion sociale et de reconstruction post-crise. Dans cette optique, le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement, conjointement avec le Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité, et le Ministère de l'Economie et des Finances, ont initié le programme dénommé « Programme National de Cohésion Sociale » (PNCS).

La mise en œuvre du PNCS, qui a été pré validé en atelier les 03,04 et 05 octobre 2011, permettra de consolider la paix et la sécurité en Côte d'Ivoire, tout en améliorant à terme, les conditions de vie des populations.

Le PNCS est élaboré pour une durée de quatre (4) ans, de 2012 à 2015, et le budget correspondant s'élève à 7 milliards de FCFA.

- **La deuxième communication** est relative à la validation du Programme National de Développement Communautaire (PNDC).

Les crises successives qu'a traversé notre pays depuis les années 1980, ont effrité progressivement les acquis de son développement et aggravé la pauvreté, qui est passée de 38% de la population concernée en 2002 à 49% en 2008.

Le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement, conformément à ses missions de planification, de programmation et de suivi de la mise en œuvre cohérente des politiques économiques, sociales, et culturelles du gouvernement, a dans ce cadre initié le Programme National de développement communautaire (PNDC).

Ce programme, élaboré à partir du Programme Présidentiel d'Urgence (PPU), du Programme de Travail Gouvernemental (PTG) et du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), a pour objet d'améliorer les conditions de vie des populations. Il s'attaquera particulièrement aux conditions de vie des groupes les plus vulnérables, par la réduction rapide de la pauvreté et la promotion du développement communautaire durable. Ce programme, qui couvrira toutes les régions de Côte d'Ivoire et durera 4 ans (2012 à 2015), a un coût estimé à 72 milliards de FCFA, qui sera financé selon les techniques et modalités classiques de mobilisation financière de l'Etat.

- **La troisième communication** est relative aux comptes-rendus des rencontres africaines sur les statistiques tenues du 5 au 9 décembre 2011 à Abidjan.

Il s'agit notamment de la réunion des Directeurs Régionaux des Instituts Nationaux des Statistiques d'Afrique (INS), sur l'harmonisation de la collecte et la validation des données, et de la réunion des Directeurs Régionaux des INS d'Afrique, organisée par l'Union Africaine, sur les outils d'évaluation de la mise en œuvre de la charte Africaine de la statistique.

### **3- Au titre du Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité**

Le Conseil a été informé des conclusions **de l'Atelier National d'Information et de Sensibilisation sur les textes réglementaires de la mutualité sociale**, tenu **du 02 au 04 novembre 2011 à Abidjan**.

Cet atelier, qui avait pour objectif la mise en place d'un cadre régional de développement des mutuelles sociales dans l'UEMOA, a été organisé par la Commission de l'UEMOA, en partenariat avec le Bureau International du Travail (BIT).

### **4- Au titre du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques**, le Conseil a entendu deux communications.

- **La première communication** est relative au repeuplement, de la station bovine dénommée "ranch de la Marahoué".

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de développement de l'élevage en Côte d'Ivoire, l'Etat a initié d'importants programme et projets, tels celui de la Station Bovine "Ranch de la Marahoué", située dans le département de Séguéla.

Doté avant les crises successives que notre pays a traversées d'un cheptel d'environ 13.000 têtes, le ranch de la Marahoué n'a plus aujourd'hui que 467 têtes.

Pour permettre à notre pays de relancer cette importante activité d'élevage et de poursuivre les objectifs de ce projet, qui étaient la recherche sur la résistance à la trypanosomiose bovine, la sélection et l'amélioration génétique du cheptel, la multiplication et la diffusion de géniteurs améliorés en milieu paysan, la formation des jeunes aux métiers de l'élevage, le Conseil a autorisé le repeuplement du ranch de la Marahoué, par l'acquisition en 2012 et 2013 de 2080 taureaux et matrices. Le coût correspondant, ajouté à celui de la relance des activités du ranch de la marahoué, est estimé à 936 millions de FCFA.

**La seconde communication** faite au titre du ministère de la production animale et des ressources halieutiques, est relative à la réquisition de transport du Représentant Permanent Adjoint auprès de la FAO, du FIDA et du PAM à Rome, en Italie et de sa famille.

**5- Au titre du Ministère de l'Agriculture,** le conseil a entendu une communication relative à l'adoption de la Stratégie Nationale de Développement de la filière Riz (SNDR) révisée, sur la période 2012-2020.

La Côte d'Ivoire connaît actuellement une urbanisation rapide, ce qui accroît la consommation de riz.

Les différentes initiatives mises en œuvre jusqu'à cette année par l'Etat en vue d'accroître la production nationale de riz et de couvrir durablement les besoins en consommation des populations n'ont pas connu le succès escompté.

En 2008, la production nationale de riz était de 600.000 tonnes pour une demande évaluée à 1.500.000 tonnes.

La Stratégie Nationale de Développement de la filière Riz (SNDR) lancée en 2008 n'ayant pas connu de succès, il est proposé de la réviser. Ainsi, la vision de la SNDR 2012-2020 est de faire de la production du riz, une activité hautement rémunératrice pour les riziculteurs, capable s'assurer la sécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté en Côte d'Ivoire.

L'objectif de cette stratégie est de satisfaire à partir de 2016, l'ensemble des besoins de consommation nationale en riz de bonne qualité, avec une production nationale de 1.900.000 tonnes de riz blanchi, qui sera portée à 2,1 millions de tonnes à l'horizon 2018, dégageant ainsi des surplus pouvant être exportés.

La SNDR 2012-2020 s'appuie sur deux axes spécifiques qui intègrent l'ensemble des éléments de la chaîne de valeurs, dont les semences, les aménagements pour la maîtrise de l'eau, la production et la transformation, la mise sur le marché, etc.

L'établissement public administratif dénommé "Office national de développement de la riziculture" (ONDR) créé par décret n°2010-202 du 15 juillet 2010 est chargé, sous la tutelle technique du ministère de l'Agriculture et la tutelle financière du Ministère de l'Economie et des Finances, de la mise en œuvre de la Stratégie, en qualité de maître d'œuvre délégué.

Le coût total de la SNDR s'élève à 672 milliards de francs CFA, qui seront mobilisés sur la période 2012 à 2016 à travers les concours de l'Etat, l'utilisation du fonds de Développement de la Riziculture (constitué à partir des prélèvements sur les importations de riz), les apports des partenaires au développement et ceux du secteur privé.

**Toutes ces communications ont été adoptées.**

### **Divers**

- 1- Le Ministre de la Santé et de la lutte a informé le conseil de la situation de l'épidémie de méningite qui a occasionné au cours des dernières semaines 54 cas d'hospitalisation et 12 décès dans différentes régions du centre et du nord du pays régions . A ce jour, bien que l'épidémie ait été circonscrite, une opération de vaccination aura lieu dans les zones concernées sur une population d'environ 300.000 personnes. Pour faire face aux imprévus éventuels, des commandes supplémentaires portant sur une quantité de 1.500.000 doses de vaccin ont été faites par la Pharmacie de la Santé Publique (PSP), avec le soutien de l'OMS.
- 2- Le Conseil a entendu une communication du Ministre des Sports et loisirs relativement à la participation de l'équipe nationale des Eléphants de Côte d'Ivoire à la coupe d'Afrique des Nations de football, qui s'est déroulée du 21 janvier au 12 février en Guinée Equatoriale et au Gabon. Il ressort de cette communication que les Eléphants footballeurs ont eu un parcours honorable au cours de cette compétition , ce qui leur a valu les félicitations du Premier Ministre et du Président de la République, ainsi qu'un accueil populaire et chaleureux à leur arrivée à Abidjan le lundi 13 février 2012. Le Président de la République s'est à nouveau réjoui du parcours des Eléphants et, parce que "découragement n'est pas Ivoirien", invité toute la population ivoirienne à se tourner vers l'avenir promoteur de cette équipe.
- 3- Le Président de la République se rendra demain jeudi 16 février 2012 à Abuja, au Nigéria, où il participera au sommet des Chefs d'Etats de la CEDEAO qui se tiendra les 16 et 17 février 2012.
- 4- Le Président de la République se rendra par la suite à Cotonou, au Bénin, où, avec une vingtaine de ses homologues Africains, il participera le 18 février 2012

à des échanges de haut niveau sur la situation de l'Afrique, et les moyens de lutter contre les nombreux conflits qui minent ce continent.

Fait à Abidjan, le 15 février 2012

**Bruno Nabagné KONE**

Ministre de la Poste et des TIC

Porte-parole du Gouvernement

[info@porteparole.gouv.ci](mailto:info@porteparole.gouv.ci)